

En cette journée internationale de lutte pour les droits des femmes, dont l'origine se situe dans les luttes ouvrières et les manifestations des femmes européennes réclamant le droit de vote, de meilleures conditions de travail et l'égalité entre les hommes et les femmes au début du XXe siècle, il n'est sans doute pas inutile de rappeler que partout dans le monde les discriminations et les violences perdurent à l'encontre des femmes.

Dans de nombreux États les discriminations sont inscrites dans le droit mais même dans les pays où les femmes ont pu obtenir une égalité en droit, celle-ci est souvent illusoire dans la pratique.

Dans les instances publiques de décision, les femmes demeurent largement sous-représentées. Les violences à leur égard prospèrent souvent en raison de l'absence de lois adéquates, des obstacles à l'accès des victimes à la justice ou de l'inaction des pouvoirs publics qui tolèrent leur banalisation. L'absence de punition des auteurs de violences contribue à créer une culture d'impunité qui favorise la répétition de ces crimes et l'on peut citer nombres de droits qui restent à conquérir pour les femmes dans le monde, même si les luttes féministes ont permis de progresser vers l'égalité entre les femmes et les hommes. Cette égalité est loin d'être effective. C'est pourquoi la journée du 8 mars ne se « fête » pas et n'est pas la « journée de la femme » mais bien celle de lutte pour les droits des femmes ! Le 8 mars est une journée internationale de convergence de toutes nos luttes, celles des femmes d'ici et d'ailleurs.

Aujourd'hui en calade nos associations féministes et notre syndicat exigent, à l'instar des instances nationales et internationales, que 2019 soit enfin l'année de l'égalité. C'est grâce à nos organisations syndicales et associatives qu'une grande partie du corps social a pris en compte les revendications des femmes et pu faire évoluer leurs droits. Et c'est au regard du chemin qui reste à parcourir que les organisations féministes ont tout leur sens dans notre société.

La journée du 8 mars a été initiée par l'internationale socialiste en 1910. Le 8 mars a été lancé pour obtenir l'égalité au travail et dans la société. Chaque année un thème international est retenu, pour 2019, il est « penser équitablement, bâtir intelligemment et innover pour le changement »

Chaque année cette journée est le moment de rappeler nos revendications et de les mettre en lumière, c'est le point d'ancrage pour les porter toute l'année !

Certes les progrès accomplis en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sont importants, au travail comme dans l'ensemble de la société. Les femmes peuvent maintenant passer le bac (depuis 1924), elles ont le droit de voter (1944), n'ont plus à demander la permission à leur mari pour ouvrir un compte bancaire (1965) et peuvent même choisir d'avoir un enfant ou pas (1975).

Ces progrès ne sont pas dus au hasard mais sont directement liés aux mobilisations sociales et aux luttes des femmes.

L'égalité entre les femmes et les hommes n'est donc pas « naturelle ». Dès que la mobilisation et le rapport de force faiblissent les conquêtes peuvent être remises en cause, par exemple en matière d'accès à l'IVG.

Si un long chemin a été accompli, permettant de faire avancer l'égalité et la mixité, il n'en reste pas moins que les inégalités entre les femmes et les hommes sont encore criantes et inacceptables.

En 2019, nous voulons que cessent enfin les **inégalités au travail**, en termes de salaires et de niveau de pension (*les pensions des femmes sont inférieures de 40 % à celles des hommes*), d'accès à l'emploi, de carrière, de temps de travail

En 2019, nous voulons l'égalité salariale et la revalorisation des salaires dans les métiers à prédominance féminine

- Savez vous que *les femmes sont toujours payées 26 % de moins que les hommes et que de fait, à partir de 15 h 40 elles travaillent gratuitement ?*
- Savez vous que *les femmes sont concentrées dans 12 filières professionnelles sur 87 ?*
- Savez vous que *17% seulement des métiers sont mixtes ?*
- Savez vous que *82 % des salarié-es à temps partiel sont des femmes ?*
- Savez vous que *63% des salariées payées au smic sont des femmes ?*

En 2019, nous voulons que soit garanti le droit d'accès à l'avortement, à la contraception dont la légitimité est sans cesse remise en cause, que soit garanti un égal accès à la santé et aux services publics cautions d'une égalité de traitement pour toutes et tous.

En 2019, nous voulons que cessent les violences sexuelles et sexistes à l'encontre des femmes : au travail, dans l'espace public comme à la maison.

80 % de femmes sont confrontées à des comportements sexistes au travail ; sur 170 viols ou tentatives de viol par jour, 8 sont sur le lieu de travail, soit 5 % des viols et 25 % des agressions. C'est insupportable et inacceptable !

En 2019 nous voulons des politiques volontaristes contre les stéréotypes de genre : à l'école, dans les médias, dans la vie publique et privée.

En 2019 nous voulons le partage des tâches domestiques, 2/3 de celles-ci sont encore réalisées par les femmes.

En 2019, nous voulons des services publics de prise en charge de la petite enfance et des personnes âgées dépendantes.

En 2019, le contexte politique, social et économique international comme national n'offre pas de répit pour tout-es celles et ceux qui œuvrent à plus d'égalité et de justice sociale.

La montée des conservateurs dans les élections dans différents pays sont des signes inquiétants pour les droits des femmes, pour les droits des populations qui fuient les guerres, la tyrannie, l'homophobie ou tout simplement la misère.

En France, le contexte social et politique avec les dernières lois, la répression du mouvement social, ou encore la banalisation des idées de l'extrême droite obligent nos organisations syndicales et féministes à s'allier pour contrer, pied à pied, leur propagande mensongère et les reculs sociaux pour les salarié-es, chômeurs/ses, précaires, étudiant-es et retraité-es.

Cette liste, bien longue, montre qu'il s'agit bien d'un système social derrière toutes ces inégalités. Cette domination, nous la refusons et la refuserons jusqu'à ce qu'elle cesse.

L'égalité entre les femmes et les hommes est pour nous incontournable parce qu'elle participe du progrès social.

Laisser perdurer les inégalités entre les femmes et les hommes et s'exercer les violences contre les femmes, c'est porter une responsabilité sur le fait que les idées rétrogrades et les partis qui les portent progressent.

Des mesures ambitieuses avec des moyens dédiés doivent être mises en œuvre de façon urgente. Des mobilisations d'ampleur, combatives et solidaires nous permettront de les imposer.

Montrons que nos luttes sont des conditions nécessaires et indispensables pour l'émancipation des femmes et des peuples, montrons que nous devons toutes et tous rester solidaires, vigilantes et combatives pour renforcer nos acquis et obtenir de nouveaux droits.

2019 doit être – enfin ? – l'année de l'égalité. Mais pour ne pas se limiter à une pétition de principe l'égalité Femmes/Hommes ne peut rester un sujet annexe et doit être au cœur des orientations et plans de travail et faire l'objet d'une impulsion volontariste et permanente.

Des lois existent, il serait temps de les faire appliquer, en sanctionnant réellement les entreprises, et les administrations qui ne les appliquent pas (aujourd'hui seules 0.2 % ont été sanctionnées)

L'égalité entre les femmes et les hommes est une question de justice sociale et de démocratie. Elle est un levier pour gagner l'émancipation de toutes et tous.

Cette lutte est d'actualité, et pas seulement le 8 mars, mais bien tout au long de l'année, dans chaque lieu de travail et de vie. Pour la continuer, nous vous appelons d'ores et déjà à participer à la journée de mobilisation du 19 mars.

Je vous remercie

7

Je vous remercie.